

Courrier de l'UD 14

<https://www.facebook.com/udcgt14/>

<https://www.calvados.cgt.fr>

CAEN PIC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le:
30/10/2023
à distribuer avant
le : 04/11/2023

**NON À LA GUERRE
OUI À LA PAIX**

Agenda

04 novembre

manifestation contre le projet de loi «DARMANIN»

24 novembre et 06 décembre

Initiations au self défense

25 novembre

**Journée internationale contre les violences
faites aux femmes. manifestation à Caen**

13 décembre

Manifestation européenne à Bruxelles



Pour une paix juste et durable entre Israël et la Palestine !

Communiqué de la confédération adressé à la presse le 9 octobre 2023

Samedi 7 octobre, le Hamas a déclenché une offensive d'une violence inédite, s'en prenant à de très nombreuses cibles civiles.

La CGT condamne cette escalade qui endeuille et prend pour cible des millions de civils israéliens comme palestiniens et dessert la cause palestinienne.

La CGT appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre une résolution exigeant l'arrêt immédiat de toutes les hostilités et permettant aux organisations humanitaires d'intervenir sans délai. Au-delà, il n'y aura pas de paix durable sans justice. La CGT demande l'ouverture d'un processus de paix et la recherche d'une solution politique et diplomatique, seule à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrit cette région du monde depuis 1948. Ce processus de paix doit reposer sur le respect du droit international et des résolutions de l'ONU

et sur la création d'un État de Palestine viable et souverain au côté de l'État d'Israël, l'un et l'autre régis par un fonctionnement démocratique.

La CGT adresse tout son soutien aux victimes israéliennes et palestiniennes et à leurs familles, ainsi qu'aux organisations syndicales avec qui elle travaille, la PGFTU (Palestine) et Koach La Ovdim (Israël).

Ce cap franchi dans le conflit israélo-palestinien a un impact déflagrateur sur tout le Proche et Moyen-Orient et mobilise au-delà les opinions publiques mondiales. La CGT appelle donc solennellement le gouvernement et le président de la République à avoir la hauteur de vue qu'exige la gravité de la crise et à adopter, comme la France a su le faire par le passé, une position rassembleuse, au plan national et international, condamnant l'agression du Hamas mais, également, la violence et l'impasse de la politique du gouvernement Israélien.

En effet, le gouvernement israélien dominé par l'extrême droite mène ouvertement une politique d'apartheid et poursuit inexorablement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au mépris de toutes les décisions internationales, fermant chaque jour davantage la porte à tout processus de paix, alors que Benyamin Netanyahu appelle à raser les villes de Gaza.

La CGT rappelle que le Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU), dans un rapport publié mardi 7 juin, condamne clairement la politique d'Israël sur la situation :

« Les conclusions et recommandations liées aux causes profondes de ce conflit pointent dans leur immense majorité vers Israël, ce que nous analysons comme un indicateur de la nature asymétrique du conflit et la réalité d'un État qui en occupe un autre. »

Intervention de la CGT au rassemblement pour la paix à Paris le dimanche 22 octobre

Deux semaines après les actes inacceptables de terreur perpétrés dans le sud d'Israël, Gaza vit suspendue à la menace d'une attaque terrestre et maritime de grande ampleur. Le bain de sang doit absolument être évité.

Nous sommes ici pour clamer et revendiquer et un cessez-le-feu immédiat, premier pas indispensable pour engager un processus de paix juste et durable dans la région israélo-palestinienne.

La CGT tient à apporter sa solidarité entière et sans conditions aux populations en deuil en Israël et en Palestine, ainsi que son soutien total aux millions de civils pris pour cible et meurtris par les escalades de violence.

Notre internationalisme syndical nous engage à nous mobiliser en toutes circonstances en faveur de la paix, en soutien à tous les peuples agressés, opprimés, assassinés.

Il nous engage encore à nous opposer à toutes les colonisations et impérialismes, à toutes les dominations.

Nous devons œuvrer pour contraindre la France et l'Europe à agir pour un cessez le feu immédiat et la réouverture de négociations pour une paix juste et durable.

Nous devons les contraindre à agir pour qu'enfin les résolutions de l'ONU soient respectées : démantèlement des colonies, retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens, levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007 et fin de l'état de siège.

L'embrassement est aux portes de nombreux pays, particulièrement dans cette région déjà très fragilisée par des décennies de conflits armés.

Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité se multiplient. Ils doivent être condamnés fortement, punis et empêchés quels que soient les auteurs.

Au lieu d'œuvrer diplomatiquement à des solutions respectant le droit international, notre gouvernement nous prive du droit de manifester pour la paix : il tente d'entraver toutes les expressions de solidarité envers les populations palestiniennes meurtries.

Répression à tout va, arrestations de militants, poursuite abusive pour des présumés apologie de terrorisme... et nous sommes solidaires avec nos camarades du Nord qui ont été interpellés de manière très violente et très injuste.

Il s'agit d'atteintes graves aux libertés collectives et individuelles, à la liberté de conscience.

La situation est exceptionnellement dangereuse pour les démocraties. Les peuples savent que la paix et la justice sont les uniques solutions pour vivre toutes et tous ensemble, nous les humains.

Camarades de tous pays, exigeons paix, justice et autodétermination pour tous les peuples.

A la CGT, notre boussole est et restera la PAIX et la LIBERTE !

EDITO



Allan BERTU
Secrétaire Général
Union Départementale
CGT du Calvados

Je ne peux pas débuter ce nouvel éditto du Courrier de l'UD sans évoquer la dramatique situation au Proche-Orient.

Le 7 octobre dernier, l'organisation terroriste du HAMAS commettait un acte inqualifiable et criminel sur le territoire palestinien en assassinant plus d'un millier de civils israéliens. En pratiquant de la sorte, le Hamas a rendu service au va-t'en guerre, à l'extrême-droite israélienne et aux profiteurs de guerre. Et il a desservi la cause palestinienne pour laquelle la CGT est mobilisée depuis près de 60 ans maintenant !

Le gouvernement d'extrême-droite de B. Netanyahu et sa politique violente contribuent lourdement au chaos bafouant le droit international par des bombardements aveugles qui tuent des milliers de palestiniens et en organisant l'annexion de la Cisjordanie occupée depuis trop longtemps.

C'est également la conséquence de l'inaction internationale, parmi laquelle figure la France, qui lui a laissé les mains libres et qui est incapable de faire respecter les résolutions de l'ONU.

Je tiens à apporter le soutien de toute la CGT du Calvados aux millions de civils des deux côtés de la frontière qui se trouvent pris en étau dans cette spirale de violence

Les travailleuses et les travailleurs, les civils, en seront toujours les premières victimes.

Comme le rappelle Sophie BINET, il nous faut donc une action résolue de la France et de l'Europe pour une solution politique et pour la paix, en faisant respecter les résolutions de l'ONU. Cela implique en premier lieu la reconnaissance de l'Etat de Palestine et la levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007. Les réactions du gouvernement Netanyahu contre l'ensemble de la population palestinienne peuvent être terribles. Les deux peuples israéliens et palestiniens ont droit à la sécurité et à la paix !

A la CGT, notre boussole est et restera la PAIX et la LIBERTE.

Dans ce contexte international très anxiogène, l'extrême droite décomplexée continue sa méprisante campagne contre le monde du travail.

Notre colloque confédéral du 5 octobre dernier pour renforcer la lutte syndicale contre les idées d'extrême droite, contre le racisme et l'antisémitisme a permis à la réflexion, au débat nécessaire pour combattre ces idées nauséabondes qui s'infiltrèrent de l'entreprise jusqu'au sommet de notre représentation nationale.

Cette journée était attendue au regard du nombre de participants : plus de 300 dont 5 camarades de l'UD CGT Calvados.

Cette initiative doit donner l'impulsion pour en organiser d'autres dans nos Unions Locales, syndicats, sections, à la

maille CGT ou bien dans le cadre de notre engagement au sein de VISA Calvados qu'il nous faut renforcer.

Les luttes pour le progrès social et le renforcement de la CGT participent à notre combat contre la banalisation des idées d'extrême droite.

La journée d'action du 13 octobre dernier contre l'austérité en Europe et pour l'augmentation des salaires a été intéressante, dans une période difficile pour les travailleuses et les travailleurs de ce pays.

Près de 3500 personnes ont défilé dans les rues de Caen, avec notamment une délégation de la CGT THALES et une centaine sur Vire.

Plusieurs dizaines d'entreprises du département ont débrayé à l'appel de l'intersyndicale : Stellantis, Initial, les territoriaux, Valeo, SNCF, Calcia, les hôpitaux, les salariés de l'action sociale, de la Poste, les cheminots Sans compter l'apport des retraités ! C'est une liste non exhaustive bien évidemment.

Ce 13 octobre n'est que le début d'un nouveau processus à construire. Pour cela, il nous faut inviter les salariés à réfléchir et agir collectivement autour des problématiques de leur entreprise ou service afin d'élever le rapport de force !

Des secteurs sont en lute pour les salaires, les conditions de travail, pour l'avenir de leur site industriel, pour l'emploi... preuve que les salariés sont prêts à s'engager, à se mobiliser dès qu'ils estiment que la victoire est à portée de main !

Donnons-nous des objectifs concrets et partageons-les dans l'interpro !

Alors relevons les manches, convainquons nos collègues de la nécessité de l'action, unie pour une seule voix, celle de la dignité, de la lutte et de l'action de tous les salariés !



La CGT s'inscrit pleinement dans cette journée !

Les inégalités que subissent quotidiennement les femmes et les filles sont structurelles, elles sont les conséquences d'un système millénaire de hiérarchisation entre les hommes et les femmes.

C'est bien en élevant le niveau de droits et de libertés des femmes à hauteur de ceux des hommes que nous parviendrons à l'égalité.

Un engagement totalement justifié :

En France,
80%
des plaintes pour violences dans le couple sont classées sans suite.

POUR QUE NOS VIES NE SOIENT PLUS CLASSÉES SANS SUITE



nous toutes

94%
des mineur.es victimes de violences sexuelles sont laissées avec leur agresseur.




nous toutes

En France,
65%
des victimes de féminicides avaient saisi la justice.

PAS UNE DE PLUS




nous toutes

En France, seulement
0,6%
des violeurs sont condamnés.

Une femme est victime de viol toutes les 6 minutes.



nous toutes

Peur des répercussions, du coût, de ne pas être crue, des classements sans suite...

PORTER PLAINTÉ POUR VIOLENCES, ÇA DEVRAIT ÊTRE FACILE !




Soutien inconditionnel à toutes les victimes

nous toutes

- 80 % des femmes salariées considèrent être régulièrement confrontées à des attitudes ou comportements sexistes au travail.
- Près d'une femme sur trois a déjà été harcelée ou agressée sexuellement sur son lieu de travail.
- Chaque jour 10 violents ou tentatives de viol se produisent sur un lieu de travail.

VICTIME OU TÉMOIN DE VIOLENCES ?

VOUS POUVEZ ÊTRE AIDÉES

3919
Solidaritfemmes.org
0 800 05 95 95
Vols Femmes Info
119
Enfance en danger
17 (114 par sms)
Police Nationale (en cas d'urgence)




nous toutes

Violences sexistes et sexuelles :

STOP À L'IMPUNITÉ DES AGRESSEURS



nous toutes

Féminicides, incestes, viols, agressions, harcèlement
victimes ignorées, police et justice défailtantes

Le samedi novembre 25

Journée internationale contre les violences faites aux femmes



A CAEN, le 25 novembre

Manifestation

**départ 18h30
des rives de l'Orne**

Apprendre à se défendre contre les violences physiques est un pas vers leur limitation !



Le **Collectif Femme Mixité** de l'Union Départementale propose à ses adhérentes les **24 novembre et 6 décembre**

2 soirées

d'initiation au Self Défense

de 18h à 20h

dans la salle commune
12 rue de Colonel Rémy

Venez nombreuses en tenue de sport ! Ensemble et unies nous sommes plus fortes !

Inscriptions auprès de l'UD au : **02.31.83.68.25**

LE DOSSIER

***Extrême droite :
l'imposture
sociale!***

L'extrême droite, sous une apparence pseudo-sociale pro-capitaliste, de division et de haine, en totale op

Représentation des salarié·es dans l'entreprise

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et les représentant·es des travailleur·ses et propose des amendements pour augmenter le nombre de salarié·es à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur. Il ne manquerait plus que la main-d'œuvre bon marché puisse être représentée et se défendre !

Ainsi, les député·es RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étranger·es au sein des instances représentatives du personnel (IRP) et à limiter le droit de vote des travailleur·ses précaires aux élections professionnelles. Leur modèle reste le corporatisme historique et ils ne manquent pas une occasion de critiquer les mouvements de grève, cognant régulièrement sur notre organisation syndicale.

Les salaires

L'extrême droite dit soutenir celles et ceux réclamant une augmentation des rémunérations par le biais des salaires et non par des primes. Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Les propositions concernent un allègement des cotisations sociales payées par les employeurs, une défiscalisation des heures supplémentaires... En d'autres termes, une diminution du salaire socialisé, impactant ainsi directement le calcul de la retraite, du chômage, de la Sécurité sociale... Pire, quand il s'agit d'augmenter les salaires minimaux, l'extrême droite s'y oppose d'une seule et même voix et vote contre les propositions. Ainsi, l'extrême droite a voté contre l'augmentation du Smic à 1500 euros ; contre l'indexation des salaires sur l'inflation ; contre l'encadrement des salaires. Depuis 2017, la proposition de hausse du Smic a bien disparu des propositions affichées par la représentante de l'extrême droite lors des élections afin de charmer le patronat.

Les retraites

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes pénibilité. La régulation de nos retraites, ce « système déficitaire », se ferait par une relance de la natalité et de la « continuité de la Nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial ». Ce discours patriarcal est très en adéquation avec celui des bataillons anti-IVG ! Rappelons également que l'extrême droite a voté contre la revalorisation des petites retraites.

Opposition capital-travail

L'extrême droite nie tout rapport de classe et de lutte des classes, affichant le souhait de « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs » et caricature le féminisme en « lutte des sexes », le faisant passer pour une lutte de femmes contre les hommes. À leurs yeux, les féministes ne s'appuieraient que sur des considérations de « petit-bourgeois ».

L'extrême droite confirme par ses votes son soutien aux plus riches et en faveur du capital, votant contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les superprofits, et la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ; contre le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ; contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes ; contre la garantie d'autonomie à 1063 euros.

L'extrême droite a depuis toujours clairement pris le parti du capital et non pas celui des travailleur·ses.

**, propose une politique bien marquée à droite,
position avec tout ce que défend la CGT.**

Les services publics

Sous un affichage de défense des services publics, l'extrême droite privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige plusieurs associations de soutien à la vie citoyenne de fermer les portes faute de subvention.

C'est une véritable casse des services publics qui s'organise dans les programmes d'extrême droite. L'argument est de dire qu'il faut réduire les impôts sans en afficher clairement les conséquences sur le financement, la qualité des services publics, et la redistribution des richesses.

Ainsi, l'extrême droite a voté à l'Assemblée nationale contre le recrutement des sapeurs-pompiers et contre la revalorisation de leurs salaires.

La Sécurité sociale

En s'affichant en sauveuse de la Sécurité sociale, l'extrême droite ne s'attaque en rien au déficit de la Sécurité sociale lié aux exonérations et aux gels des cotisations sociales payées par les employeurs. Au contraire, il est exclu de faire payer les plus riches et les entreprises. La solution proposée serait la mise en place d'une carte Vitale biométrique et la suppression de l'aide médicale d'État (AME).

L'emploi

C'est encore à coups d'allègement de « charges sociales » pour les employeurs que l'extrême droite pense favoriser le recrutement et l'emploi. Il s'agit en l'occurrence d'une politique qui permet aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir sans pour autant faire baisser le chômage – bien au contraire. L'extrême droite propose même d'élargir les exonérations fiscales pour « les zones urbaines à dynamiser ».

Aucun soutien en faveur des privé·es d'emploi n'est proposé et ils dénoncent ces dernier·es comme étant des « *fainéant·es* » et des « *profiteur·ses* ». L'extrême droite préconise l'absence de droits au chômage après un abandon de poste, un refus de CDI après un CDD, et une réduction de ces droits pour les étranger·es hors union européenne...

Le logement

Social ? Certainement pas ! L'extrême droite veut réduire le nombre de logements sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposé aux communes. Elle souhaite également appliquer la « *préférence nationale* » (renommée « *priorité nationale* ») pour l'attribution des logements. Priorité aux citoyen·nes qui peuvent présenter une carte d'identité française, cette « *priorité* » se ferait donc *a contrario* des principaux critères d'affectation des logements sociaux comme le niveau de ressources, les familles monoparentales... Les élu·es d'extrême droite à l'Assemblée nationale se sont prononcé·es contre le gel des prix des loyers et contre l'augmentation des hébergements d'urgence.

***L'extrême droite
est un danger
mortel pour
les travailleuses
et les travailleurs !***

Le financement

Le RN n'est pas en capacité de détailler comment il financerait la plupart des mesures qu'il porte, ni même de définir leur coût. Les propositions de l'extrême droite relèvent nécessairement de postures ou de l'incantation.

Libertés publiques

Pire qu'un État répressif, l'extrême droite est pour le développement d'un État violent avec un renforcement de la « *légitime défense* » des forces de l'ordre et l'instauration d'un « *permis de tuer* », une certaine complaisance pour les groupuscules qui mènent des actions violentes dans les réunions publiques, les manifestations, etc.

La lutte contre la fraude

Tous les maux de notre société viendraient de l'immigration, des citoyen·nes profiteu·ses et fraudeu·ses, tout en omettant délibérément de pointer du doigt les fraudes fiscales des plus riches et des patrons. Le seul but de cette théorie et de diviser les citoyen·nes et les travailleur·ses.

L'égalité entre les femmes et les hommes

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite qui invite les femmes à choisir des « *métiers mieux payés* ». Pour l'extrême droite il n'y a pas de système patriarcal.

Pire, la « *famille française* » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer. L'extrême droite soutient les « *revenus pour les mères au foyer* », or le revenu pour travail domestique assigne les femmes à celui-ci.

L'extrême droite s'est opposée au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'extrême droite ne porte pas les revendications des travailleur·ses, retraité·es et privé·es d'emploi.



Flasher le code QR pour se syndiquer

10^{ème} congrès de l'USD

Les 19 et 20 octobre 2023

les syndicats de la santé et de l'action sociale
du Calvados étaient réunis en congrès

Quelques extraits du rapport introductif par John SALIOU



Avant toute chose, je veux adresser mes remerciements aux camarades qui ont contribué à la préparation de ce congrès. Permettez-moi de les citer : Isabelle, Nadine, Estelle, Céline, Jean-Pierre, Myriam, Nicolas, Jérôme et bien sûr Fred, notre cheville ouvrière !

Je ne peux introduire les travaux de ce congrès sans évoquer la situation internationale. Car un spectre hante le monde, celui de la guerre. Partout sur la planète, les conflits ravagent des pays entiers, tuent et blessent des millions de personnes et en plongent autant dans la pauvreté, l'insécurité et le désarroi

Chers camarades, vous l'aurez compris, plus que jamais « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». L'engagement pour la Paix et le désarmement jalonne l'histoire et les luttes de la CGT. La culture de paix fait partie des valeurs fondatrices de notre organisation. Ainsi, les repères revendicatifs proposent le droit pour tout être humain à la paix et à la sécurité.

C'est ce principe de justice sociale qui irrigua le programme du Conseil National de la Résistance « les jours heureux » et qui inspira les mesures politiques historiques qui devaient donner corps à notre « modèle social ». Ce programme prônait également des mesures sociales visant « un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ».

C'est à partir des années 80 que nous assistons à la montée en puissance du néolibéralisme, nouvelle doctrine d'un capitalisme décidé à reprendre ce que la guerre l'avait contraint à concéder. Denis KESSLER, ancien du MEDEF l'annonçait dès 2007 : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! »

Les résultats désastreux de cette politique, nous les connaissons mieux que quiconque, nous toutes et tous qui travaillons pour le bien commun et l'intérêt général.

Je pourrai citer des tas d'exemples et parler de ces 10 millions de personnes vivant en situation de pauvreté monétaire, plus de 15 millions si on prend en compte le halo de la pauvreté soit 22,5% de la population. Et comme nous approchons du mois de novembre, vous apprendrez certainement qu'à partir de mi-novembre vous travaillerez pour les actionnaires qui ont touché 80 milliards d'euros de dividendes et rachats d'actions en 2022.

Ce congrès s'ouvre donc dans un climat pesant où sourdent de multiples menaces (je ne vous parle même pas de la probabilité de plus en plus grande que la fille Le Pen arrive au pouvoir en 2027).



Je souhaite toutefois que nos travaux ne cèdent ni à la résignation, ni à la désespérance. L'avenir est certes préoccupant mais rien n'est écrit d'avance.

Je souhaite que ce congrès ne soit pas une simple formalité et que nos débats puissent aboutir à des orientations, gages d'une USD CGT renforcée et déterminée pour mener les luttes à venir qui, n'en doutons pas, seront nombreuses.

Quelques extraits du rapport d'activité

Aujourd'hui, la pandémie du Covid 19 semble s'éloigner, mais les problèmes des hôpitaux, de la Santé et de l'Action Sociale demeurent et s'amplifient !

Il nous faut constater que nous ne sommes pas totalement parvenus à atteindre tous nos objectifs.

Si nous voulons que l'USD soit un véritable outil au service des syndicats et jouer son rôle fédérateur, il faut que l'ensemble des acteurs, membres de la CE et syndicats, prennent véritablement en compte notre structure.

Concernant les élections professionnelles de décembre 2022 au niveau départemental (CSE), le taux de participation est de 38 %. La CGT est 3^e avec 17,17 % derrière FO 27,33 % et CFDT 33,64 %.

Nous pouvons faire le constat que la CGT n'est pas représentée dans les EHPAD publics contrairement à FO et la CFDT.

L'USD dispose d'heures mutualisées en fonction des résultats aux élections (vote sur sigle dans les établissements de moins de 50 agents) mais également sur les heures non prises dans les établissements de moins de 800 agents.

Notons que depuis 2020 l'évolution des syndiqués est en légère augmentation, en effet en 2020 nous avions 575 syndiqués, 607 en 2021 et 642 en 2022 soit une augmentation de 67 syndiqués depuis 2020.

Aujourd'hui l'USD c'est 13 bases organisées, 6 dans le sanitaire public et privé et 7 dans l'action sociale.

Dans la santé du privé, deux satisfactions à noter. Le retour de la CGT à la clinique du Parc qui grâce à la pugnacité de **Myriam Le Roy Plunian** est devenue représentative après les élections de fin 2022. Les quatre candidats de la CGT ont été élus.

Il faut aussi se réjouir du redémarrage du syndicat CGT de l'hôpital privé Saint Martin, en sommeil depuis quelques années, ainsi que du bon résultat de la CGT lors des élections

professionnelles à la Fondation de la Miséricorde.

Dans l'action sociale **Nicolas CORIC** témoigne que lors de mobilisations pour des revendications salariales avant tout nous avons constaté que les questions de fond autour du sens du travail, des conditions d'exercice des métiers et de la considération revenaient constamment ; signe d'un mal-être global.

Malgré une belle mobilisation, nous n'avons pas réussi à créer le réseau des syndicats CGT du secteur qui permettrait de mobiliser plus efficacement et de répartir le travail sans épuiser quelques militants.

Au travers de ce combat nous avons pu échanger assez largement sur l'avenir de l'action sociale et notamment de la fusion programmée des différentes conventions collectives.

Les employeurs s'inscrivent de plus en plus dans une logique managériale d'entreprise espèrent trouver des marges et du pouvoir grâce à la possibilité d'ajuster les salaires. Cela va se traduire par une mise en concurrence des salariés et créer des tensions.

Dans Calvados le président du Conseil Départemental, plus enclin à faire du développement économique et touristique que du social, fait que les dispositifs d'accueil et d'accompagnement sont devenus des variables d'ajustements budgétaires. Ainsi les droits des citoyens les plus fragiles ne sont pas les mêmes sur tout le territoire national. Pour cela il devient urgent de créer un espace de rencontre entre les syndicats départementaux du secteur.

Jérôme TURGE (CGT ACSEA) témoigne que les conditions de travail et d'accueil des publics, le climat social dans le secteur des ESMS s'est profondément dégradé.

La fermeture du Service d'Action Préventive décidée conjointement par le CD 14 et la ville CAEN en juin 2022, fut une aubaine pour l'ACSEA. L'entreprise s'est montrée prête à tout pour régler ses comptes : lister les grévistes en vue de nuire à leur future embauche ou bien encore licencier pour faute grave les salariés du SAP refusant l'unique proposition de poste qui leur était faite dans le cadre de leur reclassement.

////////////////////

Quelques extraits des orientations proposées

Pour un grand service public de la santé et de l'action sociale.

Cette revendication, centrale passe par 4 exigences :

- **Exigence 1** sur l'organisation générale du système : le système sanitaire, médico-social et social doit être à même de répondre à l'ensemble des besoins de santé des populations.

- **Exigence 2** sur la démocratie : que les choix qui impactent l'ensemble de la population ne soient pas décidés par quelques technocrates, en totale opacité et à l'encontre de l'intérêt général.

- **Exigence 3** sur le financement : sortir de l'enveloppe fermée de la Loi de finances de la sécurité sociale (LFSS) et sortir de la tarification à l'activité (T2A).

- **Exigence 4** sur les moyens humains : reconnaissance des qualifications, de l'expérience et de la pénibilité ; réduction de la durée collective du travail ; augmentation des effectifs.

La sécurité sociale intégrale

Partir à la reconquête de la Sécurité sociale est donc une nécessité vitale avec pour exigence une sécurité sociale intégrale reposant sur le salaire socialisé, c'est-à-dire sur la

richesse que les travailleuses et travailleurs de ce pays produisent.

Prendre soin de notre organisation

Une organisation ou structure qui néglige la qualité de vie syndicale restreint sa capacité à se développer en nombre d'adhérents, fragilise jusqu'à la pérennité de l'organisation et obère fortement sa capacité à mener les luttes au sein de son périmètre.

Nous devons donc très certainement revoir nos priorités dans notre activité syndicale quotidienne et nous recentrer sur les fondamentaux du syndicalisme CGT. L'USD doit être un point d'appui pour l'ensemble des syndicats du département afin de repartir à la reconquête de nos forces !

La Formation

L'USD propose de programmer localement courant 2024 la formation fédérale « connaissance et enjeux de notre champ fédéral ». En complément, la formation « premier.es dirigeant.es » permettrait très certainement à chaque membre de la CE d'être légitimé dans ce rôle.

Campagne de syndicalisation

Nous devons déployer dans notre champ des campagnes de syndicalisation et de continuité syndicale et faire de la syndicalisation des jeunes une priorité absolue. L'USD doit impulser et coordonner des campagnes ciblées en direction des MICT (médecins, cadres, ingénieurs, techniciens) . Alors que nous avons vocation à représenter l'ensemble du salariat, tout clivage professionnel entre catégories dessert l'ensemble des salariés.

La communication

La future direction de l'USD devra réfléchir à populariser et généraliser l'abonnement à aux différentes revues et inciter les membres de la CE à lire la presse CGT, (Ensemble, La Vie Ouvrière, Vie Nouvelle, Option, Le Peuple, RPDS, etc...). veiller à la diffusion de nos presses en direction des élu.es et mandatée.es, des syndiqué.es. Notre page Facebook est régulièrement alimentée mais pourrait être dynamisée par des publications quotidienne. L'USD gagnerait à être plus présente sur certains réseaux sociaux (Instagram, TIKTOK, YouTube) très fréquentés par les jeunes.

La place des femmes dans la CGT

Partant du constat que les femmes ne sont que 25% à occuper des fonctions dirigeantes au sein de notre organisation, nous veiller à prendre les dispositions nécessaires pour favoriser la prise de responsabilités des femmes en prenant véritablement en compte les charges qui pèsent sur elles.

L'audience électorale

La reconquête électorale sera un chemin de longue haleine et nous nous face à de nombreux défis, au premier rang desquels l'abstention (60% pour notre département). Nous devons également réimplanter la CGT aux centres hospitaliers de Falaise et de la Côte Fleurie et gagner en audience électorale auprès des agents des EHAPD.

////////////////////////////////////

De riches débats et l'élection d'une Commission Exécutive de 24 membres plus la CFC. Même si le prochain bureau ne sera désigné que lors de la première réunion de cette nouvelle CE, tout laisse à croire que **John SALIOU** en restera le secrétaire.



pour Histoire

La chronique de Christian LANGEAIS

Quand la petite histoire rejoint la Grande !

«L'homme ne vit pas que de pain !»

En instaurant les quarante heures de travail hebdomadaires « la semaine des deux dimanches » et les congés payés annuels, la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans, le Front populaire introduit une véritable révolution dans les modes de vie.

Est ainsi imaginé la mise en place d'un Centre départemental de culture et de loisirs dans le cadre de l'Union départementale CGT.

Il s'agit selon l'article du Réveil des travailleurs de juillet 1936 « devant toute cette masse laborieuse qui vient à nous, notre devoir est de l'encadrer, de parfaire sa conscience de classe, de l'élever à une vie plus humaine et plus noble.

L'augmentation des salaires, c'est la vie décente assurée ; le droit syndical, les garanties de l'accord Matignon, c'est la défense ouvrière accrue ; l'éducation et l'organisation de la vie ouvrière en dehors du travail, c'est exhaussement de l'homme vers sa condition dont parle Malraux, c'est la conversion à l'Humain dont parle Guéhonno ».

Et d'exposer l'idée de constituer des collèges de travail dispensant à la fois des cours de base, des cours spéciaux et des cours professionnels, de constituer une « coopération amicale, fraternelle de syndiqués enseignants avec des camarades syndiqués comme eux, qui mettent à la disposition des premiers les connaissances techniques et autres qu'ils ont eu la bonne fortune de pouvoir acquérir. /.../ Chacun apporte ce qu'il sait et tout le monde en profite. »

La culture artistique n'est pas oubliée.

Dès la fin de l'été 1936, un Foyer ouvrier est ouvert à la Maison du peuple. Il comprend des salles de cours, une bibliothèque de prêt, une salle pour la lecture des journaux et revues et une autre pour les répétitions de la chorale et de la troupe théâtrale.

Parallèlement aux efforts de la CGT, un projet de Maison de la culture germe à Caen, soutenu par le Parti communiste et la SFIO. Son principal instigateur est un instituteur de Colombelles, Armand PORQUIET, adepte de la pédagogie

FREINET. A l'exemple de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, de la Maison de la culture de Paris présidée par ARAGON , Il s'agit d'ouvrir « un véritable foyer, où, après le travail, intellectuels, fonctionnaires, employés, ouvriers, hommes et femmes viendront se détendre dans une atmosphère collective , y retrouver auteurs et acteurs ». Faute d'avoir pu obtenir un lieu permanent pour abriter toutes les activités prévues, Armand PORQUIET, qui deviendra maire communiste de Fleury-sur-Orne après la guerre, devra se contenter d'organiser une série de conférences dans des locaux municipaux.

Si ce foisonnement culturel n'est pas toujours suivi d'effets immédiats, au moins ouvre-t-il des perspectives nouvelles, en particulier pour la classe ouvrière qui reviendront sur le devant de la scène à la Libération.

Car l'heure est rapidement à défendre et préserver les tout récents acquis. Un temps désorientée, mais forts de leur puissante implantation locale la droite et le patronat relèvent la tête.





EXPERT DE PROXIMITÉ des représentants du personnel

→ 3 activités pour
comprendre
analyser
et agir

sur les relations entre le travail et les questions sociales liées aux conditions de vie et d'emploi des salariés.

/ LA FORMATION

Des élus formés pour être des acteurs efficaces et incontournables sur les questions économiques et sociales

/ LES EXPERTISES ÉCONOMIQUES ET SANTÉ AU TRAVAIL

Utiliser le droit à expertise pour analyser la situation économique de l'entreprise et identifier les risques de l'organisation du travail pour la santé des salariés

/ LES ÉTUDES, LE CONSEIL

Un accompagnement au plus près des besoins des élus pour mener des analyses pointues

Accueil – Conseil

01 55 82 17 30 - info@emergences.fr

emergences.fr